

## Rejet d'un "Gouvernement de transition" pour débloquent la crise au Burundi

PANA, 04 février 2019 Bujumbura, Burundi - Le vice-président burundais, Gaston Sindimwo, a indiqué dimanche sur les antennes de la radio publique avoir rejeté une proposition d'un "Gouvernement de transition" qui a été émise par le médiateur dans la crise burundaise, Benjamin Ndirakobuca, au 20ème Sommet des chefs d'Etat de la Communauté est-africaine, vendredi dernier à Arusha, la ville hôte, dans le nord de la Tanzanie.

M. Sindimwo avait représenté le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dont les sorties du territoire national sont devenues rares depuis la tentative de putsch militaire qui a failli ébranler son pouvoir au plus fort de la crise électorale de 2015. La Communauté est-africaine regroupe le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya et le Soudan du Sud, avec l'ambition de réaliser, à terme, une "Fédération politique" passant par une monnaie unique et un marché commun à plus de 140 millions de consommateurs potentiels. Le Représentant du Burundi au sommet a indiqué avoir encore rejeté la proposition du Médiateur de revenir à la Constitution de 2005, amendée en juillet dernier, par voie référendaire, "sans le consensus de tous les acteurs politiques du pays". Le Gouvernement burundais, issu des élections de 2015, va poursuivre son travail jusqu'aux prochaines élections de 2020, a-t-il répliqué. "Les chefs d'Etat ont reçu le dernier rapport du médiateur et l'ont remercié, ce qui suppose de nouvelles concertations pour son remplacement", de l'avis du vice-président burundais. Quant à l'amendement de la Constitution, le haut responsable burundais a déclaré que c'est une question de "souveraineté nationale" sur laquelle "nous ne reviendrons pas". Ce qu'il faut faire, c'est améliorer l'espace politique en vue d'élections libres et démocratiques de 2020, a-t-il tempéré. Sur le plan régional, le vice-président burundais a déclaré que son pays a pris acte de la désignation du chef d'Etat rwandais, Paul Kagame, à la tête de la présidence tournante de la Communauté est-africaine de libre échange, en remplacement de son homologue ougandais, Yoweri Kaguta Museveni. Cette désignation ne suspend toutefois pas la plainte auprès de la Communauté est-africaine contre le Rwanda pour son rôle présumé d'ingérence dans les affaires intérieures du Burundi, a-t-il prévenu. "Les chefs d'Etat devront tout faire pour débloquent une situation qui nuit aux relations de bon voisinage et d'intégration régionale qui constitue l'essence même de la Communauté est-africaine", a-t-il plaidé. Kigali a aussi des griefs contre Bujumbura, l'accusant d'intelligence avec les forces résiduelles à l'origine du génocide de 1994 au Rwanda. On assiste néanmoins à un fléchissement de ton à Bujumbura où l'on traitait le Rwanda d'ennemi, la veille encore du Sommet.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});